

Gouverner, c'est prévoir

Jean Faniel

L'autre jour, dans un petit théâtre liégeois, un dragon ravageait les campagnes, attaquant les pauvres gens. Quand le monstre voulut s'en prendre à la fille de Charlemagne, l'irrévérencieux Tchantchès fit remarquer à son empereur que si celui-ci n'avait pas congédié le chasseur de dragons quelques années auparavant, croyant le danger écarté et voulant faire de modiques économies, ils n'auraient pas eu à faire à nouveau face au monstre. « Gouverner, c'est prévoir », souffle alors la marionnette pleine du bon sens du petit peuple à l'éminence incarnant les puissants.

Les deux années écoulées ont été marquées, sur le plan européen, par une succession de « crises » et de « surprises ». Celles-ci ont des conséquences douloureuses pour de nombreuses personnes et, plus largement, paraissent déstabiliser l'Europe et plusieurs institutions nationales et internationales. Était-il à ce point impossible de les anticiper ? La Commission européenne et les gouvernements des États membres n'ont-ils reçu aucun avertissement ?

2015, année de crises

Dans le monde agricole, la « crise du lait », à laquelle s'est ajoutée la « crise de la viande », provoque endettement, désespoir et fermeture d'exploitations. Au point que certains pays, dont la Belgique, ont réclamé ou adopté des mesures pour venir en aide aux agriculteurs, au moins temporairement. Parler de crise peut se comprendre si l'on veut signifier par là que le problème est entré dans une phase particulièrement aiguë. Par contre, le caractère brusque ou inattendu du phénomène paraît moins avéré. En effet, de nombreuses fédérations agricoles ont plaidé pour un maintien des formes de régulation que représentaient autrefois les quotas et les droits de douane sur les importations. Mais ce sont les partisans de la suppression de ces dispositifs qui ont imposé leurs vues et les agriculteurs européens doivent désormais composer, sans guère de protection, avec un marché globalisé. Plus largement, c'est le modèle d'agriculture intensive qui semble aujourd'hui produire ses effets.

C'est ensuite la « crise grecque » qui a retenu l'attention. Depuis le début de la décennie, la Grèce tente par-dessus tout de rembourser une dette qui ne cesse d'enfler. Les gouvernements successifs ont mis en œuvre, de gré ou de force, les recommandations de la Troïka¹. Pourtant, l'économie grecque continue à s'enfoncer dans les difficultés,

¹ Banque centrale européenne, Commission et Fonds monétaire international.

avec des conséquences humaines dramatiques et largement documentées en matière, par exemple, de suicides, d'accès aux soins de santé ou d'émigration. Que la Grèce soit incapable de rembourser les prêts contractés (à des taux prohibitifs, d'autant plus invraisemblables en période de taux d'intérêt bas) était tout sauf surprenant. Tout au plus est-ce la stratégie de négociation d'une partie du monde politique grec qui a décontenancé des institutions peu habituées à ce qu'on leur résiste (au moins temporairement).

La « crise des migrants » a pris le relais médiatique. Là également, de nombreuses personnes ont semblé découvrir que, non, les êtres humains n'aiment pas particulièrement rester sous les obus en attendant patiemment la mort et que, oui, ils préfèrent chercher ailleurs une condition meilleure. Le lien de causalité entre guerres et misère, d'une part, et migrations, de l'autre, n'avait pourtant pas permis, visiblement, d'anticiper l'accroissement des déplacements de population survenu à l'été 2015. En Belgique, conformément aux engagements budgétaires, on fermait encore un centre d'accueil le 31 juillet, en dépit de l'évolution de la situation ².

Les attaques terroristes du 13 novembre à Paris, faisant suite au massacre de *Charlie Hebdo* du 7 janvier, ont pour leur part indéniablement causé la surprise (en plus de l'effroi). Reliées à Daesh mais perpétrées par de jeunes hommes qui, pour l'essentiel, ont grandi en France ou en Belgique, elles ont toutefois contraint à la réflexion sur les causes de ce qu'on nomme désormais le radicalisme islamique. Sont désormais interrogés, pêle-mêle, la circulation des armes, le sort des jeunes issus de l'immigration et l'absence de perspectives pour un bien-être futur, la place des religions dans les sociétés occidentales, le rapport de l'islam à la tolérance et l'instrumentalisation de la foi par des États du Moyen-Orient, l'intervention militaire répétée et prolongée dans cette région du monde opérée par les puissances occidentales et par la Russie, le rôle de la prison dans les processus de radicalisation, la persistance de l'occupation israélienne en Palestine, le manque de moyens alloués à la justice ainsi qu'aux services de police et de renseignement... Si le puzzle du terreau du terrorisme demeure complexe, les pièces qui le composent semblent déjà connues, tempérant le caractère imprévisible des attentats commis à Paris et à Bruxelles (ou ailleurs dans le monde).

Enfin, la COP 21 tenue à Paris en décembre est venue rappeler qu'une autre « crise », climatique, est à l'œuvre. Là non plus, l'urgence et les appels à considérer la problématique avec sérieux ne sont pas neufs. Mais tous les gouvernements ne semblent pas animés par le même empressement à réagir aux mutations en cours, ni prêts à consentir les efforts requis. Peu importent les conséquences, semblent même penser certains dirigeants politiques.

Si gouverner, c'est prévoir, il faut constater que la « bonne gouvernance » n'a pas toujours brillé en 2015.

Certaines leçons semblent avoir été tirées. Ainsi, Charles Michel a-t-il réagi aux attaques perpétrées le 22 mars à Bruxelles et à Zaventem en concédant : « Ce que nous redoutions s'est réalisé ». Des moyens supplémentaires ont été accordés au maintien de l'ordre et aux tâches de sécurité. Les réponses aux autres questions soulevées par le terrorisme semblent

² « Grèves et conflictualité sociale en 2015 », Iannis Gracos, *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2291-2292, 2016, p. 88.

en revanche moins abouties ; il faut dire que la répartition des compétences dans l'architecture institutionnelle de la Belgique ne facilite pas nécessairement l'action, pas plus que ses relations extérieures (avec l'Arabie Saoudite, avec Israël ou à travers l'OTAN et l'Union européenne, par exemple).

2016, année de surprises

Des épisodes jugés surprenants ont émaillé la fin de l'année écoulée. Mais à nouveau, derrière le vernis de la surprise, des causes et des signes avant-coureurs auraient pu attirer l'attention.

La signature d'un accord de commerce entre l'Union européenne et le Canada (le désormais célèbre CETA) a été âprement négociée en Belgique et par celle-ci. Le sommet prévu pour officialiser cette signature a même été reporté de trois jours, cas exceptionnel dans ce domaine. En Belgique comme au niveau des institutions européennes, le refus de la Région wallonne d'autoriser le gouvernement fédéral à signer le traité a semblé surprendre assez largement. Gouvernement et Parlement wallons ont été accusés d'avoir tardé à manifester leur désaccord à l'égard des aspects qui leur paraissaient inacceptables dans le texte présenté. Il est pourtant apparu³ que le Parlement wallon avait travaillé sur ce dossier en profondeur durant deux ans et que le gouvernement avait signalé à plusieurs reprises à la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, que la Région ne pourrait approuver le texte sans certaines modifications.

Enfin, l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis et la défaite d'Hillary Clinton ont été vécues très largement comme une surprise, en Amérique et à l'étranger⁴. Pourtant, durant les primaires, certains sondages avaient indiqué qu'en cas de duel entre ces deux candidats, la seconde n'était pas assurée de l'emporter. Surtout, les analyses développées pour expliquer le résultat survenu ont été tellement nombreuses, fouillées et promptes... qu'on en vient à se demander pourquoi ces évidences *a posteriori* n'ont pas été prises, *a priori*, pour des avertissements et analysées comme tels.

Au fond, il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. En matière agricole, d'endettement de la Grèce, de migrations, de terrorisme, de réchauffement climatique ou de peur et de ras-le-bol face à la dérégulation ou à l'ouverture aux autres, les avertissements n'ont pas manqué. Sans doute n'ont-ils pas été pris suffisamment au sérieux par des institutions ou des dirigeants dont l'action a pour effet, au moins en partie, de causer ou d'amplifier ces phénomènes. On peut dès lors se demander si gouverner, c'est toujours bien prévoir et si vouloir imposer une politique en considérant qu'elle est la seule possible ou en négligeant les conséquences qu'elle produit et les personnes qui supportent celles-ci est, tout simplement, efficace – sans même parler de juste.

L'autre jour, au théâtre, après avoir fait rappeler le chasseur de dragon et l'avoir aidé à chasser le monstre, Tchatchès concluait que lorsqu'on baisse la garde, on finit par laisser revenir l'extrême droite. Par leurs politiques, les institutions européennes maintiennent la Grèce dans une situation économique et humaine désastreuse. Les États membres font

³ Voir la chronologie rappelée par *Le Soir*, 25 octobre 2016, sous l'intitulé « L'Europe devait être sourde pour ne pas entendre les alertes lancées par les Wallons ».

⁴ L'Élysée n'avait, semble-t-il, préparé qu'un seul discours, celui saluant la victoire de la candidate démocrate.

en sorte que ce pays, en première ligne face à l'arrivée des migrants, doive se débrouiller seul avec eux. Si le parti néonazi grec Aube dorée, troisième force politique actuellement, réalise un raz-de-marée au prochain scrutin, parlera-t-on de « surprise » ou de « crise » ?

Cet article a été publié dans : *Imagine demain le monde*, n° 119, janvier-février 2017, pages 34-35.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Jean FANIEL, « Gouverner, c'est prévoir », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 1^{er} janvier 2017, www.crisp.be.